L’idéologie nazie est fondée sur l’exclusion de ceux qui sont considérés comme des « nuisibles » et comme un risque pour la société allemande. Dans la vision du monde raciste des nazis cela s’applique aux Juifs, mais aussi aux Tziganes, aux homosexuels, aux handicapés. Dans les documents nazis, l’obsession de rendre le territoire du *Reich Judenfrei* (« libre de Juifs ») ou *Judenrein* (« propre de Juifs ») est récurrente. Divers projets visent dès les années 1930 à faire de la société allemande un espace vidé de ces populations. L’épuration par la mise à l’écart de la vie civile, l’émigration, l’enfermement dans des ghettos, puis l’extermination industrielle font partie d’un processus qui est radicalisé par la guerre mais qui est contenu dès le départ dans les premières formulations de l’idéologie hitlérienne et se concrétise progressivement à partir de 1933.

Avec le début de la guerre en Pologne, la « question juive » change d’échelle lorsque l’Allemagne domine un territoire où se trouvent les grands foyers de peuplement juif. Les Juifs sont alors internés dans des camps de concentration, initialement prévus à la rééducation des déviants, et dans des ghettos. Des centaines de ghettos sont créés dans les villes de Pologne, les plus importants étant à Varsovie, Lublin, Lodz et Cracovie. Dans ces quartiers isolés du reste de la ville et fermés par les nazis, les Juifs sont entassés et réduits à des conditions de vie misérables. Contraints au travail forcé puis enfermés sans pouvoir sortir, leur survie dans le ghetto dépend de l’approvisionnement en alimentation et en énergie. On meurt ainsi de faim, mais aussi de maladies (typhus et grippe surtout), d’épuisement. La logique de concentration des ghettos atteint cependant ses limites : trop affaiblis ou mourants les Juifs ne sont plus des travailleurs efficaces pour le Reich. Trop difficiles à gérer (maladies contagieuses), les ghettos pensés comme provisoires, en attendant la relégation des Juifs hors d’Europe, posent problème et deviennent insuffisants, tout comme l’enfermement en camp de concentration.

Avec la guerre totale à l’est la politique nazie contre les Juifs passe de mesures ségrégatives (exclusion de la vie publique, déportation, réorganisation territoriale, ghettoïsation) à des massacres de masse. Après le déclenchement et le succès de l’opération Barbarossa le 22 juin 1941, l’armée allemande contrôle un vaste territoire soviétique dans lequel les populations juives sont nombreuses, particulièrement en Ukraine. À l’arrière du front des unités spécifiques, les *Einsatzgruppen*, se déplacent en suivant l’avancée des troupes et sont chargées de l’élimination de tous ceux qui sont considérés comme des ennemis de l’intérieur, Il s’agit des responsables soviétiques, des Juifs, des Tziganes. Les Juifs et autres ennemis sont regroupés, à l’écart des villes et des villages, dans un lieu d’exécution soigneusement choisi (souvent en forêt) et préparé (fosses). L’exécution est méthodique. L’action des *Einsatzgruppen* est, la plupart du temps, séparée de celle de la Wehrmacht. Mais contrairement à ce qui a longtemps été dit, notamment par l’armée allemande, les frontières sont parfois floues et les opérations peuvent se recouper. Cette politique d’extermination s’appuie parfois aussi sur des auxiliaires locaux. C’est le cas lors du massacre de Babi Yar, en Ukraine en 1941, l’un des plus importants lieux de massacres commis sur le front oriental : les 29 et 30 septembre 1941, 33 741 juifs de Kiev, soit un tiers de la communauté juive de cette ville, sont massacrés. Le ravin de Babi Yar reste les mois suivant un lieu d’extermination : 100 à 150.000 victimes supplémentaires y sont exécutées.

 Toutefois l’extermination menée par les Einsatzgruppen soulève un certain nombre de problèmes pour les autorités nazies. Les exécutions ont nécessairement des répercussions sur les populations civiles.

Souvent indifférente, la population soviétique comprend cependant l’enjeu de ces massacres, se sachant à peine mieux placée que les Juifs dans la hiérarchie raciale des nazis. La crainte et la réprobation vont croissant à mesure que la domination allemande est plus rigoureuse. Les SS doivent alors cacher les exécutions. L’extermination des Juifs a aussi des répercussions sur l’armée, de plusieurs natures. Un esprit critique, « diffus mais néanmoins perceptible » se développe, obligeant à réaffirmer les ordres et la hiérarchie militaires. L’exécution est pourtant conçue et préparée comme un travail à faire, en conformité avec les exigences d’un temps de guerre. Le mal est ainsi banalisé, et la solidarité de groupe doit permettre aux exécutants d’adhérer aux ordres.

Outre ces difficultés pour les nazis, cette extermination se révèle trop lente à leurs yeux ; et à l’automne 1941 les premiers centres de mise à mort commencent à être construits, notamment celui de Belzec.

On observe donc à l’automne 1941 un basculement vers le processus d’extermination de tous les Juifs, du fait d’une conjonction de plusieurs éléments. La victoire contre l’URSS s’éloigne, la guerre devient mondiale avec l’entrée dans le conflit des États-Unis, le nombre de Juifs sous domination allemande est devenu considérable, et les projets de relégation envisagés jusque-là s’avèrent irréalistes. Dans ce cadre la politique nazie se radicalise envers les ennemis intérieurs. Les mesures s’enchaînent à un rythme rapide.

Entre le 20 et le 25 octobre 1941, Himmler décide de la construction d’un centre de mise à mort à Belzec, l’agrandissement de Birkenau, l’interdiction de sortie du territoire européen aux Juifs. Le 7 décembre 1941 a lieu le premier gazage dans un camion à Chelmno. Enfin, en janvier 1942, la conférence de Wannsee complète ce processus. Cette réunion est un moment central dans le passage de l’extermination des Juifs par des unités mobiles à la mise en œuvre d’une extermination dans des centres dédiés. Dans la mise au point de cette « solution finale » Himmler, chef des SS, et Heydrich, jouent un rôle déterminant.

La conférence de Wannsee aboutit à un protocole qui prévoit l’acheminement des Juifs de tous les pays occupés vers des centres de mise à mort. Toute une administration est mise en place pour acheminer les Juifs de l’Europe entière vers les camps de l’est

 Les historiens s’accordent sur l’idée que l’extermination des Juifs relève donc d’un processus, d’une prise de décision progressive, dans laquelle les mesures d’exclusion et de concentration cèdent la place à la liquidation physique, puis à la systématisation de celle-ci dans le sillage de l’occupation de l’URSS.

 Les centres de mise à mort (Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka, Majdanek, Auschwitz-Birkenau) sont tous situés sur le territoire de l’ancienne Pologne, là où les Juifs sont plus nombreux. Après la conférence de Wannsee, ils commencent à recevoir les Juifs déportés de toute l’Europe. Mais la transformation d’Auschwitz achevée au début de l’année 1943, fait de ce camp le plus grand centre de destruction des Juifs d’Europe. Le complexe d’Auschwitz est formé du premier camp de concentration, ouvert en 1940, où sont principalement internés des hommes polonais. Il se double d’Auschwitz II Birkenau, à la double fonction de camp de concentration et de centre de mise à mort ce qui en fait un cas unique : le seul où est pratiqué la « sélection ». Les plus faibles, sans être enregistrés contrairement aux autres déportés qui sont eux immatriculés et tatoués, sont immédiatement conduits vers les chambres à gaz. Les corps sont ensuite ramassés et ensevelis dans des fosses communes ou, à partir du printemps 1943 incinérés dans les fours crématoires. Le fonctionnement d’Auschwitz-Birkenau traduit l’organisation industrielle de la mort .

. Au total, même si les chiffres sont difficiles à établir, on considère qu’environ 1,3 millions de personnes ont été déportées dans le camp d’Auschwitz, et 1,1 millions y sont mortes. Les installations d’Auschwitz sont finalement détruites par les SS sur ordre d’Himmler en novembre 1944.

Le bilan de la politique d’extermination nazie dépasse l’entendement. Dix millions de personnes sont tuées : prisonniers soviétiques, internés dans des camps de concentration, Juifs et Tziganes exterminés.

Les victimes juives représentent environ six millions de morts, les Tziganes deux cent quarante mille. Les deux tiers de la population juive d’Europe ont disparu ; dans certains pays c’est presque tous les Juifs qui ont été massacrés : 90% de la communauté juive polonaise, 90% de la communauté lituanienne, plus de 80% des communautés grecque et autrichienne. En URSS si la proportion est moindre, le nombre de victimes juives atteint 700.000. Les inégalités entre régions occupées par l’Allemagne s’expliquent par les attitudes variables des gouvernements, qui collaborent plus ou moins, et par l’attitude des populations, qui résistent en sauvant la population juive. L’État français de Vichy, en collaborant activement aux déportations, fait ainsi partie des gouvernements très zélés et bien plus qu’auxiliaires de la politique nazie d’extermination. Aux antipodes, le Danemark, dans l’un des plus grands actes de résistance collective de la guerre, parvient, contre les ordres de l’occupant, à sauver 99% de sa communauté juive.

Le génocide des Juifs et des Tziganes, à l’échelle européenne, est le symbole de la guerre d’anéantissement. Ici l’anéantissement n’est même plus seulement la destruction totale de l’ennemi intérieur, ce sont ses restes, ses traces, qui doivent aussi disparaître. D’où le maintien du secret autour de la « solution finale », d’où la destruction des camps autant que possible avant le départ des SS ; L’anéantissement de la personne et de la communauté est ainsi parachevé tant que rien ne vient inscrire ces morts dans l’histoire collective ». L’histoire collective a pourtant pris corps autour de la Shoah, qui est devenue un élément central de la mémoire de la Seconde guerre mondiale. Le génocide des Juifs, avec Auschwitz comme symbole, a pourtant longtemps été mis de côté, voire occulté par des sociétés d’après-guerre préoccupées par la reconstruction et pour qui le déporté est surtout le résistant. C’est à partir des années 1960, et notamment avec le procès d’Eichmann à Jérusalem en 1961, que se constitue une mémoire collective de la Shoah s’affirmant dans l’espace public. La mémoire de la Shoah est aujourd’hui mondialisée, porteuse parfois de visées différentes, parfois niée aussi. Mais à côté de l’évolution, et à certains moments des concurrences des mémoires, l’histoire des génocides explicite les motifs, les conditions, les conséquences d’un processus d’extermination qui dépasse l’entendement et qui, dans une guerre totale et mondiale, porte à son comble la notion d’anéantissement.